



Comité d'experts de l'ONU sur la coopération internationale en matière fiscale



POURQUOI

Le [Comité d'experts](#) de l'ONU produit des orientations pratiques à l'intention des gouvernements, des administrateurs fiscaux et des contribuables dans le cadre de la mobilisation de financements et d'autres soutiens au développement durable. Le Comité cherche à aider à prévenir la «double imposition» et la «non-imposition» et à aider les pays à élargir leur assiette fiscale, à renforcer l'administration fiscale et à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales internationales. Il accorde une attention particulière aux pays les moins avancés et à d'autres dans des situations particulières, y compris les petits États insulaires et les pays sans littoral.

COMMENT

Le Comité se réunit deux fois par an, à New York et à Genève. Il examine les projets de chapitres de ses manuels et directives à adopter en 2020 et 2021, avant la fin du mandat de quatre ans de ses membres actuels. Une grande partie du travail est effectuée par le biais de ses sous-comités multipartites qui traitent de questions spécifiques.

QUI

Le Comité comprend [25 experts](#) proposés par les gouvernements et choisis par le Secrétaire Général. Ses sessions deux fois par an sont officiellement fermées, quoiqu'elles accueillent les participants inscrits et les détenteurs de badges de l'ONU. Les sessions attirent souvent 150-200 participants à la réunion, représentant le vaste réseau de parties prenantes.

QUOI

Fiscalité et ODD

Le Comité apporte une forte perspective de développement durable à ses travaux sur la fiscalité, en accordant une attention particulière aux pays en développement. Ses travaux dans ce domaine s'appuient sur la dernière réunion spéciale de [l'ECOSOC sur la coopération internationale en matière fiscale](#) (New York, 29 avril 2019) et l'atelier UNDESA sur la protection de l'assiette fiscale et les mesures fiscales à l'appui des ODD (Nairobi, 10-13 juin 2019). L'accent est mis sur des questions telles que la fiscalité environnementale; fiscalité de l'économie informelle; des politiques budgétaires sensibles au genre; l'impôt sur la fortune et les successions; et des mesures pour limiter les flux financiers illicites.

Conséquences fiscales de l'économie numérique

Le Comité a identifié le nœud de cette question complexe et urgente comme l'incapacité des juridictions, en vertu des critères de présence physique des conventions fiscales, d'imposer les bénéfices des entreprises réalisées sans présence physique (significative) dans la juridiction du marché. Le Comité adopte une approche indépendante de ses travaux, avec une attention particulière aux implications pour les pays en développement, tout en travaillant sur des alternatives qui pourraient mieux convenir à toutes les parties.

La mise à jour du modèle de convention de l'ONU sur la double imposition

Le Comité prépare une mise à jour du [Modèle de convention de l'ONU sur la double imposition entre pays développés et pays en développement](#), largement utilisé par les pays en développement dans leurs traités. Le modèle mis à jour fournira des orientations sur l'application des conventions fiscales aux investissements collectifs étrangers. Il comprendra également une disposition du traité qui permettrait l'imposition à la source des gains en capital sur les transferts indirects à l'étranger.

Évitement et règlement des différends

Le Comité travaille à la production d'un nouveau *manuel sur l'évitement et le règlement des différends fiscaux*. S'appuyant sur les chapitres sur la procédure amiable et les mécanismes nationaux de règlement des différends, il travaille désormais sur les chapitres traitant de l'arbitrage et de l'utilisation de mécanismes non engageant de règlement des différends.

Manuel sur les prix de transfert

Afin de fournir aux pays des outils de lutte contre les flux financiers illicites (FFI), le Comité a élaboré une approche pratique pour traiter la question complexe du transfert de bénéfices: une approche qui respecte le principe bien connu de «pleine concurrence». Le Comité travaille actuellement sur une nouvelle version de son [Manuel pratique de l'ONU sur les prix de transfert](#). Le manuel comprendra de nouveaux contenus sur les transactions financières, le partage des bénéfices, la création d'une capacité de prix de transfert au niveau national et les questions de prix de transfert dans une économie plus numérique.

Fiscalité des industries extractives

Autre moyen de lutter contre les FFI, le Comité met à jour son [Manuel sur les questions de taxation des industries extractives pour les pays en développement](#). Le manuel comprendra de nouveaux chapitres sur les incitations fiscales, la fiscalité des sous-traitants et les transactions financières dans les industries extractives.

Taxation environnementale

Le Comité est en train de produire un nouveau manuel fournissant des orientations pratiques sur la taxation du carbone, destiné principalement à aider les pays en développement. Le manuel couvrira la conception, l'administration et l'utilisation des recettes de la taxe sur le carbone, ainsi que les interactions avec d'autres instruments de politique environnementale. Il s'appuiera et présentera en même les expériences détaillées des pays en matière de politique et de pratique de taxe du carbone.

La fiscalité des projets officiels de développement (APD)

L'Agenda d'Addis encourage les pays à ne pas demander d'exonérations fiscales sur les biens et services fournis au titre de l'aide publique au développement (APD) de gouvernement à gouvernement. Le Comité met à jour le projet de directives précédentes sur ces exemptions spéciales pour une approche globale. En dirigeant les travaux, le Comité assure également la coordination dans ce domaine avec les partenaires du Secrétariat de l'ONU dans le cadre de la Plateforme de collaboration fiscale (FMI, OCDE et Banque mondiale) et les travaux menés au Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Relation entre les conventions fiscales et les conventions commerciales et d'investissement

Le Comité a examiné la relation entre les conventions d'investissement et les conventions fiscales et la manière dont les deux devraient s'intégrer dans le cadre de l'investissement. Il a approuvé les travaux actuellement en cours au niveau du secrétariat sur l'élaboration: d'un document sur les questions découlant de l'interaction des traités fiscaux et des traités commerciaux ou d'investissement; et un guide sur la façon de traiter les réclamations en vertu des conventions non fiscales contre les mesures fiscales et de les traiter de manière préventive, y compris par le biais de l'évaluation des risques, de l'évitement et de l'atténuation.

Renforcement des capacités

L'ONU-DESA propose des activités de coopération technique et des outils de renforcement des capacités (cours en ligne et publications) sur les questions fiscales aux niveaux mondial, régional et national (voir [ici](#)). Des cours en ligne sur les traités de double imposition et les prix de transfert sont disponibles en anglais, français et espagnol [ici](#). Le Comité fournit des informations en retour sur le programme de travail pour renforcer l'interaction entre le travail de politiques de l'ONU et le renforcement des capacités dans le domaine de la coopération fiscale internationale. La contribution des Nations Unies aux travaux de la Plateforme de collaboration en matière fiscale (une initiative concertée du FMI, de l'OCDE, de l'ONU et de la Banque mondiale) est également examinée, y compris les efforts conjoints de renforcement des capacités fiscales. Pour plus d'informations sur la plateforme, voir [ici](#).

UPCOMING SESSIONS OF THE UN TAX COMMITTEE

20 th session	New York	22 – 26 June 2020
21 st session	Geneva	20 - 23 October 2020
22 nd session	New York	April 2021

Réunion spéciale de l'ECOSOC sur «la coopération internationale en matière fiscale», 1er mai 2020

Cette réunion annuelle applique une perspective de développement durable aux questions de pointe en matière de politique et d'administration fiscales: en 2020, la numérisation et l'économie informelle. La réunion sert à i) renforcer l'impact des orientations politiques de l'ONU sur les questions fiscales aux niveaux mondial, régional, national et infranational et ii) faire progresser le dialogue inclusif entre les principales parties prenantes, y compris les autorités fiscales nationales et la société civile. Il sera retransmis en direct sur UN Web TV.

Website: <https://www.un.org/development/desa/financing/what-we-do/ECOSOC/tax-committee/tax-committee-home>

Contact: taxcommittee@un.org